



La crainte d'une reprise en pointillé

Les cours vont reprendre lundi avec un protocole sanitaire tout aussi strict qu'avant les vacances, ce qui, vu le niveau de l'épidémie de Covid-19, laisse craindre des fermetures en pagaille.

BÉRANGÈRE LEPETIT

J - 4 avant la rentrée des classes et, déjà, les questions se bousculent sur les conditions de la réouverture des écoles. Tandis qu'Emmanuel Macron s'est montré inflexible sur la date de reprise dans les maternelles, les primaires et la réouverture des crèches, lundi, une semaine avant celle des collèges et lycées, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, doit échanger cet après-midi avec les syndicats d'enseignants et les associations de parents d'élèves. Selon nos informations, il ne devrait pas leur annoncer d'allègement du protocole sanitaire mis en place fin mars. En clair, dans les départements où le taux d'incidence est le plus élevé, les classes

continueront d'être fermées dès le premier cas de contamination.

Des parents divisés

Des règles qui devraient rassurer les syndicats et une partie des parents d'élèves, signataires d'une pétition à l'initiative de la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) où ils demandent, entre autres, « des conditions sanitaires strictes » pour permettre de « maintenir les écoles et établissements scolaires ouverts ». « L'enjeu, c'est de réussir à tenir dix semaines. Dans l'attente d'une amélioration de l'épidémie, il est nécessaire de pouvoir fermer les classes dès le premier cas de Covid, par mesure de précaution, estime Stéphane Crochet, du syndi-

cat enseignant SE-Unsa. La situation épidémique est plus compliquée qu'il y a un an et cette rentrée va se dérouler dans un climat de forte inquiétude pour les enseignants », alerte-t-il.

« La période qui s'ouvre jusqu'à début juillet est la plus longue dans le calendrier scolaire, renchérit Guislaine David, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat des enseignants des écoles. Vu

la situation épidémique, il est important que le ministère sorte de son déni et que l'on ait un protocole très strict si l'on ne veut pas refermer les écoles dans quinze jours ! » martèle-t-elle. Quid de l'aération des salles de classe, de l'organisation des cantines où, chaque midi, les élèves se réunissent sans masque ? Comment seront administrés et répartis les tests salivaires et les auto-tests, dont 52,5 millions ont été commandés par le ministère de l'Éducation en perspective de cette rentrée ? La campagne de vaccination pourra-t-elle être vraiment accélérée pour les professeurs ? Telles sont les questions qui agitent le monde enseignant et auxquelles le gouvernement a commencé à répondre hier lors du Conseil de défense.

Les parents d'élèves, eux, sont divisés quant à la marche à suivre. « Il faut que la reprise soit stable, qu'on ne soit pas sans arrêt dans l'incertitude », réclame Hubert Salaün, porte-parole de la PEEP (fédération des parents d'élèves de l'enseignement public). Ce dernier souhaite un « allègement » des dispositifs sanitaires mis en place dans les établissements. « Le protocole devient de plus en plus lourd et complexe. Nombreux sont les élèves qui ont aujourd'hui envie de pouvoir retourner à l'école normalement, fêter le bac, revoir leurs amis », assure-t-il, en désaccord avec la FCPE qui soutient, comme les syndicats enseignants, le retour à la règle de fermeture de classe dès le premier cas.



Les crèches, les maternelles et les primaires reprendront lundi, une semaine avant les collèges et lycées.

L.P. / FREDERIC DUGIT

